

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?281-mai-68-un-heritage-clive>



Mai 68 : un héritage clivé

- Documents extérieurs - Autonomie sociale : Démocratie directe - Expériences pratiques : Les leçons du passé -



Date de mise en ligne : samedi 7 novembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Source : Bruno Frère, « Mai 68 : un héritage clivé », *Revue du MAUSS permanente*, 4 novembre 2009 [en ligne]. <http://www.journaldumauss.net/spip...>

Mai 68 : un héritage clivé

Texte publié le 4 novembre 2009

On se souvient comme Nicolas Sarkozy a pu fustiger l'esprit de 68 en déclarant vouloir en liquider l'héritage. On a pu, à l'époque, s'étonner d'une telle véhémence de la part du Président. En effet, outre le fait que c'est en grande partie grâce à celui-ci que les libertés individuelles de divorcer ou de se remarier sont aujourd'hui largement mieux tolérées et respectées qu'à l'époque, il est une autre dimension de cet esprit dont Nicolas Sarkozy est probablement redevable : la pensée économique « libertarienne », née, pour sa déclinaison française, de l'improbable union entre l'esprit frondeur et libertaire de 68 et l'économie de marché [1].

Mai 68, racine du capitalisme contemporain ?

On ne peut éviter le constat, joliment posé par Luc Boltanski et Eve Chiapello : si de nombreux soixante-huitards se sont sentis à leur aise dans les firmes du capitalisme informationnel et connexionniste qui advenait à partir des années 1970, c'est précisément parce que ce dernier avait appris à digérer la critique artiste que lui adressait l'esprit de Mai. Portée aussi par les ouvriers qui bloquaient les usines ou les employés de services publics comme l'ORTF (huit millions de grévistes durant deux mois et une France paralysée), cette critique consistait à montrer combien l'économie capitaliste conduisait à miner la créativité personnelle, à noyer la richesse et la singularité de l'individu dans la masse des travailleurs à la chaîne. Pour paraphraser Sartre (qui soutenait le mouvement), non loin de Marx, cette critique regrettait que le travail mécanique et répétitif fut devenu le seul mode d'expression d'un être humain dépouillé des possibilités artistiques et culturelles de se signifier comme étant autre chose que ce que le système (productif) fait de lui. Soixante-huit ou la critique artiste voulait refuser le désenchantement, l'inauthenticité, l'oppression de l'autonomie, la déshumanisation de la technique, la hiérarchie fortement intégrée qui caractérisait le travail dans le capitalisme fordiste [2].

Mais très vite, ces thèmes, pullulant alors dans les textes situationnistes (Debord, Vaneigem) si prisés des révolutionnaires, ont percolé dans le corpus de justifications mobilisé par les cadres des grandes firmes et leur permettant d'assumer leur engagement dans le capitalisme contemporain. Il suffit de jeter un oeil sur la publicité ou sur les livres de management publiés depuis les années 1980 pour constater combien le lexique artiste - de « l'inventivité », de « la réalisation subjective », de « dépassement de soi », du « projet créatif » ou du « talent personnel » - est devenu celui à partir duquel le capitalisme construit ses nouveaux argumentaires et cherche à vaincre les dernières réticences idéologiques. Ce lexique, Nicolas Sarkozy le mobilise également aisément dès lors qu'il s'agit de valoriser la logique entrepreneuriale en France, jusque dans les services publics, la recherche ou l'enseignement. Et pourtant il n'aurait pas acquis une telle cohésion idéologique sans mai 68.

Montrer la collusion de l'esprit contemporain du capitalisme (et du management public) avec ce qui, en 68, faisait office d'une critique violemment « inspirée » à son encontre, ne revient pas, comme a pu le croire un auteur comme Bernard Perret [3], à prétendre que c'est l'esprit de 68 qui a présidé a priori à la transformation de l'entreprise capitaliste fordiste en entreprise flexible, libérée, connexionniste et moins hiérarchisée (en apparence), plutôt que

l'intensification de la concurrence et les nouvelles technologies de l'information. Il s'agit plus simplement de montrer combien son imaginaire fut investi a posteriori par les cadres pour justifier leur engagement dans cette nouvelle forme d'entreprise. En ce sens, on peut même estimer que le Medef, l'organe politique du patronat français, évolue aujourd'hui dans un imaginaire relativement soixante-huitard dont la portée révolutionnaire a simplement transité du progressisme au conservatisme en faisant mine de croire que les rôles s'inversaient simplement. Les « dinosaures » ne seraient plus aujourd'hui ces entreprises - qui incarnaient jadis l'autorité patriarcale et la domination dans le champ économique - mais les syndicats et tous ces or-ganes de la sociétés civile qui persistent à vouloir freiner le travailleur dans ce qui doit être sa quête, tant dans son exis-tence individuelle que dans son emploi salarié : faire de sa vie une oeuvre d'art (en se levant tôt, en cherchant sa « réalisa-tion personnelle » d'un CDD à l'autre, en faisant des heures supplémentaires pour sculpter son identité profonde et son identité professionnelle dans la même terre glaise de l'élan créatif). Le travailleur, ainsi que l'entreprise qui l'emploie et à laquelle il convient qu'il s'identifie, doivent être libérés des leurs entraves archaïques (droit du travail, représentation so-ciale...). Aux Etats-Unis, ce courant de pensée est aujourd'hui qualifié de « libertarien » et a pour figure de proue des au-teurs comme Von Hayek ou plus encore Nozick. A mon sens, l'usage de ce terme est délicat car il permet une trop grande confusion avec ceux de « libertaire » ou « d'anarchisme » dont la tradition est, de Proudhon à mai 68 en passant par Ba-kounine, la Commune de Paris ou les soviets russes à leurs débuts, tout sauf individualiste (avec, pour ce qui est des au-teurs se réclamant de l'anarchisme une exception notoire dans la figure de Stirner). La pensée libertarienne n'est qu'une déclinaison ultra-subjectivée d'un projet d'organisation sociale libertaire au sein duquel le collectif conserve un sens fort, notamment au travers de la fonction des conseils, des associations politiques et des coopératives de travail.

De cet ersatz de pensée soixante-huitarde qu'est le libertarisme de la sorte succinctement résumé, Nicolas Sarkozy sem-ble donc être le descendant politique. Il reste que l'on peut toujours se demander pourquoi il a pu ainsi s'en prendre au berceau même d'un imaginaire dont les principales topiques argumentaires lui permettent directement d'élaborer ses dis-cours sur la créativité entrepreneuriale ou sur la libéralisation du travail. Si la révolution 68 l'indispose, ce n'est pas tant, à mon sens, parce qu'elle prônait une libération des comportements moraux (il ne peut ignorer jouir de son succès) mais bien plutôt parce qu'elle persistait à insuffler du sens collectif partout, y compris dans la possibilité d'envisager l'économie depuis un point de vue libertaire. Soixante-huit continue à hanter le monde politique contemporain car il y al-lait d'une remise en question des fondements de l'économie bien plus profonde que ce qu'a autorisé le lifting idéologique que celle-ci s'est offerte en singeant son lexique. Mai 68 portait aussi la suggestion d'une réorganisation radicale de la so-ciété qu'un Président de la République ne peut que craindre, surtout quand elle met à mal l'esprit libertarien d'entreprise qu'il partage avec le MEDEF (ou tous ceux qui estiment qu'ils ne doivent leur succès qu'à leur audace et à leur créativi-té). Et dont on espère, par ailleurs, qu'il créera des vocations entrepreneuriales parmi les chômeurs.

Pour parler comme Cornélius Castoriadis, la véritable signification de 68 n'est en rien réductible à ses avatars économi-ques libertariens ou à ce que le consummérisme médiatique a pu faire de ses revendications en matière de libération sexuelle. La véritable signification de 68, celle qui aujourd'hui encore peut continuer à effrayer les tenants du marché li-béré, fut de forcer l'intrusion du politique - et donc du collectif - dans l'économie pour suggérer un nouvel imaginaire. Depuis longtemps les citoyens, consommateurs et électeurs respectueux, ne s'étaient plus de la sorte mêlés de ce qui n'était pas censé les regarder. Voilà à présent qu'ils manifestent la volonté et la prétention de se prendre en charge eux-mêmes au rythme des slogans du type « l'entreprise aux travailleurs ». Si l'on accepte d'envisager le contexte historique dans lequel ont émergé les barricades de Mai, l'on constate que l'époque était surtout au désir de relancer une forme d'organisation sociale qui s'était faite discrète depuis un ensemble d'événements aux sympathies anarcho-libertaires : la révolution de 1848, le socialisme associationniste de la seconde moitié du XIXe siècle ou la commune : l'autogestion. Si le terme est aujourd'hui tombé en désuétude (en partie à cause de la dimension péjorative qu'il revêt depuis les expé-riences yougoslaves de Tito), l'on continue de parler volontiers de démocratie participative en politique ou de démocrati-sation de l'économie par l'engagement citoyen [4]. Cette revendication, issue en droite ligne de Mai 68, fait apparaître une autre facette du situationnisme « anar » dont étaient friands ses acteurs (-trices). Il s'agissait alors pour eux de déve-lopper ces situations « locales », ces lieux de créativité et d'inventivité qui commençaient à s'échafauder loin de la grande industrie aliénant le

travailleur quand elle ne le licencie pas. La capacité citoyenne était galvanisée. « Ces travailleurs, ceux qu'on assassine lentement dans les abattoirs mécanisés du travail », dont « on méprise la vie », sont aussi ceux qui ont « le goût enragé de vivre, les voici qui discutent, tiennent la rue, prennent les armes, inventent une nouvelle poésie » depuis leurs situations toujours spécifiques (leurs usines, leurs chantiers, leurs bureaux ou leurs ateliers). « Les hommes vivent en état de créativité vingt-quatre heures sur vingt-quatre et la spontanéité est le mode d'être de la créativité, elle la concrétise, elle amorce sa réalisation pratique (la poésie en est l'aboutissement organisé) » [5]. Une situation est un ins-tant où « la créativité individuelle va laisser libre cours à son énergie, imprimer au monde les contours rêvés par chacun et harmonisés par tous (sur une barricade ou au détour d'un café du quartier Latin). Chacun veut faire triompher sa sub-jectivité : il faut donc fonder l'union des hommes sur ce désir commun. Personne ne peut renforcer sa subjectivité sans l'aide d'un groupe devenu lui-même un centre de subjectivité, un reflet fidèle de la subjectivité de ses membres » [6].

Sens collectif

Cette représentation du groupe situé comme lieu d'expression subjectif sera le principe générateur des structures créées en Mai (associations étudiantes...) mais aussi de nombreuses autres, nées à la suite de l'extinction du mouvement et de sa répression par les gaullistes. Elle alimentera ainsi encore les motivations de ce grand nombre de soixante-huitards partis à la campagne au lendemain de la révolution pour refaire le monde à leur image en fondant une série d'initiatives vite quali-fiées de néo-rurales. Une multitude d'associations communautaires naissent en Lozère, en Ardèche et ailleurs. L'alternative pratique sera le mot de ralliement de ces soixante-huitards refusant d'abdiquer la révolution théorique qui a vu naître leur conscience citoyenne sur les barricades. Le politique s'incarnera désormais dans des activités micro-économiques concrétisant des idées, souvent sur le terrain de l'écologie, « entre des images du passé et des visions du fu-tur, de la mémoire à la prospective (agriculture biologique, énergies nouvelles), pour en arriver à rendre sensibles des possibilités d'amélioration de la société telle qu'elle est », ici et maintenant [7].

Comme l'ont très tôt montré Hervieu et Léger, les soixante-huitards tentant l'expérience néo-rurale le faisaient un sein d'un groupe dont les pratiques et les valeurs étaient en adéquation avec leurs velléités personnelles [8]. Nous ne sommes pas dans une conception libérale de la liberté où celle des uns s'arrête là où commence celle des autres. Disons plutôt que dans ces micro-initiatives, la liberté du groupe accueille et renforce la liberté individuelle. Elles se conditionnent mutuel-lement et deviennent interdépendantes [9] sans assujettissement de l'une à l'autre. Telle est la véritable autogestion. Cer-tes, l'économie classique peut aujourd'hui faire valoir que ses entreprises sont autant d'équipes, de « teams » au sein des-quels tous évoluent solidairement vers un but unique. Dans ce cadre, on entend avoir fait tomber les barrières hiérarchi-ques, l'autogestion se prêtant davantage à la performance du groupe [10]. Mais cette autogestion-là n'a de sens que pour la compétitivité et la rentabilité économique qu'elle autorise (et qui échappe au producteur), elle n'a pas de sens pour le groupe situé qui la met en oeuvre. Elle n'a pas de sens collectif. À terme, une fois « le projet » réalisé, c'est toujours à l'individu seul de rebondir vers un nouveau projet d'entreprise au mieux, vers un passage par le chômage au pire. Le sujet libéré dans l'entreprise redevient un non-sujet dont l'être entier devra accepter de se nier d'abord pour se reconfigurer en-suite afin d'adhérer aux buts poursuivis par un éventuel nouvel employeur.

Parmi les soixantes-huitards à avoir tenté l'expérience communautaire au lendemain de Mai 68, certains restent actifs, comme chez Ardelaine (Ardèche), l'un des exemples d'incarnation économique du dynamisme situationniste et libertaire de l'époque [11]. En marge de l'idéologie libertarienne qui conduira surtout à galvaniser individuellement les acteurs de l'économie conventionnelle, ces exemples (on pourrait encore citer Ambiance-bois, les crèches parentales, le réseau Re-pas...) ont accouché de l'économie alternative et solidaire.

Economie alternative et solidaire

Cet autre rejeton de l'élan de 68, ici collectif, peut-il aujourd'hui contribuer à relancer la critique artiste quelque peu anesthésiée ?

On est en droit de l'espérer, même si d'aucuns voudraient plutôt en faire une économie de secours vers laquelle orienter les exclus de l'économie conventionnelle, l'efficacité de celle-ci se mesurant à l'aune des critères de celle-là (performance, chiffres...). Or, en l'état, l'économie alternative et solidaire peut encore être vue comme un modèle spécifique fonctionnant davantage sur le mode électif de l'affinité associative qui a explosé en 68 que selon les exigences exclusives du marché. Ni la croissance ni la productivité ne sont à l'ordre du jour. Ardelaine par exemple cessera volontairement de croître et d'engager de nouveaux associés pour ne pas nuire à l'autogestion et à sa capacité d'assurer une vie décente à ses coopérateurs actuels. Devenue une coopérative spécialisée dans la filière laine, la structure refusera également de s'étendre sur le « marché », lequel pouvait pourtant rapidement l'emporter vers de nouvelles sources de profit à l'étranger au regard de ses premiers succès. Ses membres voulaient se concentrer sur le développement local d'une région totalement désertée par ses forces vives et maintenir une empreinte écologique faible, quitte à grever la marge bénéficiaire. Par ailleurs, la « subjectivité » des initiateurs du projet a dû pour partie s'effacer devant l'arrivée de nouveaux coopérateurs dont les droits à la décision devaient être respectés. Mais, là encore, et de l'avis même de ceux qui ont ainsi porté l'aventure depuis les années 1970, l'expérience a payé puisque cette démocratie de gestion a non seulement enrichi davantage les individus que les processus hiérarchisés (dominés par les plus « créatifs » ou les plus « motivés ») mais a en plus conduit à une prudence plus prononcée et à un développement serein de l'entreprise, réduisant le risque d'échec). Depuis les expériences néo-rurales, l'économie alternative et solidaire s'est diversifiée. Elle rassemble aujourd'hui des structures de micro-crédit, des services de proximité, des agriculteurs du commerce équitable au Sud ou des échangeurs « sans argent » (comme dans les services d'échanges locaux-SEL) au Nord. Elles n'ont pas besoin de charité mais de voir assurées les conditions du déploiement de leurs activités autonomes. Car elles sont plus que jamais fragiles face à l'économie conventionnelle.

Cornélius Castoriadis l'a très bien vu. La faiblesse de l'imaginaire libertaire de 68, gangue idéologique de cette économie alternative, est de n'être pas parvenu à « s'institutionnaliser » en tant que tel, ce qui permet d'en convoquer ce que l'on veut pour en faire l'éloge ou la critique, tant sur le plan moral que sur le plan économique. Les organes politiques qui ont voulu se faire les vecteurs de cet imaginaire ont échoué : le PSU a disparu au début des années 1970 et la CFDT a connu un tournant social-libéral au début des années 1980 que beaucoup lui reprochent encore. Mais Castoriadis se ré-jouit aussi que le mouvement ait laissé des sédiments que l'on retrouve dans les différentes formes de mobilisation collective postérieures [12]. Il insistera sur la diversité des formes d'institutions que connaît une société : « Ainsi le langage, le travail, la reproduction sexuée, la religion, existent et évoluent continuellement de par l'action instituante de la société mais ne sont en rien des dimensions politiques » [13]. Gageons que l'économie alternative et solidaire contribue à renouveler aujourd'hui cette dimension politique manquante, celle des engagements de Mai qui maintenaient dans la même veine le militantisme libertaire (qui fut aussi celui de la libération sexuelle et de la libération des femmes) et le militantisme collectif (qui fut celui de l'autogestion). Il est aujourd'hui coutume de disjoindre ces deux axes afin de procéder à une critique plus aisée de Mai 68 depuis l'un d'entre eux : celle qui voit en lui le grand pourvoyeur de la décadence de la Nation et de la destruction des points de ses repères traditionnels d'une part. Et, d'autre part, celle qui voit en lui l'affréteur d'un modèle économique autogestionnaire abscons, voire dangereux face à la nouvelle forme d'économie montante à laquelle on est censé ne pas pouvoir résister et à laquelle « il faut bien s'adapter ». Car repenser l'autogestion depuis 68 plutôt que de se satisfaire de son simulacre libertarien contemporain c'est oser la remettre dans son contexte initial et lui rendre son sens premier, collectif et situé : sans actionnaires et sans buts économiques qui échappent au contrôle des travailleurs.

L'économie alternative et solidaire ne doit être ni politiquement ni économiquement correcte. Que ce soit avec elle ou avec les autres mouvements associatifs contemporains qui poursuivent leur multiplication, on ne refera probablement plus 68 en tant que tel. Mais il nous est loisible de l'inventer à nouveau, de capturer son histoire pour en imaginer d'autres.

*Bruno Frère est chargé de recherches du FNRS. Université de Liège, service de sociologie des identités contemporaines. Vient de publier *Le nouvel esprit solidaire, Desclée de Brouwer, 2009, préface de Luc Boltanski et postface de Jean-Louis Laville.**

NOTES

[1] Voir R. Nozick, *Anarchie, Etat et utopie*, (trad. E. d'Auzac de Lamartine), Paris, PUF, 1988.

[2] L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

[3] B. Perret, « Contester le capitalisme ou résister à la société de marché ? », dans *Esprit*, n° 260, p. 130, 2000.

[4] J.-L. Laville, *Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999.

[5] R. Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1967, pp. 51-51 et 196.

[6] . Id., p. 227.

[7] D. Allan Michaud, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan., 1989, pp. 315 et 321-322.

[8] B. Hervieu et D. Léger, *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'Etat*, Paris, Seuil, 1979.

[9] E. Massart, *Paroles de jeunes, rapport au CAJ de l'arrondissement de Verviers*, 2007, p. 142, communiqué par l'auteur.

[10] L'ère post-fordiste, explique le sociologue E. Castells, se caractérise dans « une large mesure par un accroissement du processus d'autogestion ouvrière indispensable pour obtenir à la fois un maximum de souplesse, de productivité et de rapidité dans l'évolution des techniques et l'ajustement de la production à la demande toujours plus vite renouvelée et divisée. Il fallait que l'ouvrier associe l'ingéniosité à la créativité et qu'à la domination des travailleurs se substitue le libre recours à leurs personnalités et à leurs initiatives. Dans cette optique, les travailleurs doivent réfléchir aux moyens d'améliorer et de rationaliser la conception du produit, aux possibles améliorations des procédures et de l'organisation du système. Pour cela ils doivent débattre entre eux, se concerter, savoir s'exprimer et écouter, être prêts à se remettre en question et à évoluer continuellement. Tel est le modèle idéal de l'ouvrier post-fordiste. (Castells, 1999, *Fin de millénaire. L'ère de l'information*, vol III, trad. J-P Bardos, Paris, Fayard, p. 55).

[11] B. Barras, *Moutons rebelles, Ardelaine, la fibre développement local*, Editions Repas, Saint Pierreville, 2003.

[12] C. Castoriadis, « Les mouvements des années soixante », dans C. Castoriadis, C. Lefort, E. Morin, *Mai 68 : La brèche suivi de Vingt ans après*, Paris, Complexe, 1988, pp. 186 et 196.

[13] C. Castoriadis, « Pouvoir, politique, autonomie », dans *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe III*, Paris, Seuil, [1988], 1990, pp. 137-171.